



Numéro 3 • 9 octobre 2020

NUMÉRO SPÉCIAL

Campagne emploi

Edito

Emploi : propositions des communistes

Nous sommes maintenant entrés de plein pied dans la grande dépression de l'emploi consécutive à la crise économique, décuplée et accélérée par la crise sanitaire. Le choc social est bien là, et des milliers de travailleurs et leurs familles vont être absorbés par des difficultés croissantes. La prolongation du chômage partiel, annoncée par le gouvernement, ne vise qu'à atténuer la brutalité de ce choc. Les annonces de suppressions d'emplois tombent en cascade et font souvent l'effet d'un assommoir. Vous en trouverez quelques exemples dans ce numéro qui parlent d'eux même.

Pour les communistes, il n'y a aucune fatalité à cette situation qui résulte encore et toujours de choix politiques qui répondent aux attentes et pressions du patronat et de la finance. Nous voulons nous attaquer à la logique de gestion capitaliste des banques et des entreprises, en donnant des pouvoirs aux salariés et aux usagers



Pascal Joly

Membre de la commission Entreprises et activité en direction des lieux de travail du PCF
Membre du Conseil national

AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons là ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

quand il s'agit de services publics. Il est donc possible de les combattre. Nous proposons de nous attaquer à la racine de ces choix destructeurs. En sécurisant d'un bout à l'autre le parcours professionnel et la vie des salariés.

C'est donc bien un bouleversement des rapports au travail que nous proposons.

Notre proposition vise également à mettre fin au lien de subordination entre le salarié et l'employeur. Elle a une double dimension : immédiate pour répondre à l'urgence de la crise actuelle, en dégagant des financements pour l'emploi, d'autre part, elle mettrait en cause l'un des piliers du capitalisme : le marché du travail. Elle est urgente et réaliste. Ce qui ne le serait pas, ce serait de continuer avec des politiques qui détruisent l'emploi. Nous la mettons à disposition de toutes et tous. Pour la faire vivre au plus près des réalités.

Ils ont contribué à ce numéro :

Aymeric Seassau, Pascal Joly, Frederic Mellier, Nicolas Marchand, Frédéric Boccara, Luc Ripoll, Bertrand Pericaud, Patrice Kantarjian, Simone Feyraud

BRIDGESTONE

ARRÊTONS DE PLEURER, L'HEURE EST À L'ACTION !

LE GROUPE JAPONAIS BRIDGESTONE VIENT D'ANNONCER LA FERMETURE DÉFINITIVE DE SON SITE DE BÉTHUNE, ET LE LICENCIEMENT À VENIR DE 863 SALARIÉS.

C'est l'aboutissement d'un long processus, pensé par la direction du groupe. Le numéro 2 mondial du pneumatique a développé de nouveaux sites en Europe de l'Est, ceux de POZNAN en Pologne, et de TABANYA en Hongrie, en utilisant la manne des fonds européens. Cela lui a permis de construire des usines ultra modernes à proximité des grandes usines automobiles elles mêmes délocalisés vers ces pays à la main d'œuvre sous payée.

Elle a ainsi créé la surproduction de 5 millions de pneus qu'elle avance pour justifier la fermeture de l'usine béthunoise.

Elle a, en quelque sorte, **mis ses sites d'Europe de l'Ouest (BARI, BURGOS, BETHUNE...)**

en concurrence avec ceux de l'Europe de l'Est. Après avoir hésité entre la fermeture du site de BARI (annoncée en 2013, avant un recul du fait de l'intervention du gouvernement italien),

et celui de BETHUNE, le groupe a accéléré le processus en stoppant tout investissement en France, en cantonnant l'usine béthunoise dans la fabrication de pneus de petites dimensions, à faible valeur ajoutée et en concurrence directe avec des pneus à bas coût importés d'Asie.

« *Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage* ». Dès lors, la direction de BRIDGESTONE n'a eu de cesse de dénoncer la faible rentabilité de l'usine, sa production obsolète.

Il y a dix ans que les communistes du Pas-de-Calais alertent sur cette situation.

En avril 2019, la sénatrice communiste, Cathy APOURCEAU-POLY, avait obtenu la tenue d'une table ronde sur le devenir du site.

La droite et le gouvernement n'en ont tiré qu'une conséquence : il fallait que les travailleurs acceptent un APC (accord de performance collective), et donc de remettre en cause, salaires,

organisation du travail...L'intersyndicale l'a refusé. La direction a voulu la contourner en proposant cet accord aux salariés par référendum, avec le même résultat.

Le refus des travailleurs était d'autant plus justifié, qu'aucun investissement digne de ce nom n'était annoncé en contrepartie.

Aujourd'hui, on assiste au bal des faux culs et des donneurs de leçon. Devant les caméras de télévision, des élus de France et de Navarre, qu'on n'a jamais vu quand les salariés auraient eu besoin d'eux, viennent pérorer et verser des larmes de

crocodile. Quant à la droite locale et au gouvernement, ils essayent avec leur compassion à 2 balles de faire oublier leur incompétence à agir quant il en était encore temps !

Les communistes, très présents auprès des salariés, avec Fabien ROUSSEL, avancent plusieurs propositions :

➤ On peut encore sauver le site de Béthune, comme fût sauvé le site de BARI en Italie. L'Etat doit intervenir avec le fond de relance, à hauteur de 200 millions

d'euros : c'est le coût de la modernisation de l'usine, pour fabriquer des pneus de grande dimension. Il doit le faire en imposant des garanties sur le maintien et le développement de l'emploi.

➤ Il faut exiger de l'Union Européenne une révision de l'attribution des fonds européens : ils ne doivent pas servir à construire une concurrence interne aux groupes qui en bénéficient.

➤ Si la direction du groupe BRIDGESTONE ne veut pas entendre raison, il faut obtenir remboursement de ces aides, et les flécher sur une ré industrialisation du site béthunois.

L'heure n'est pas à la célébration d'un enterrement, mais à la mobilisation de tous pour préserver ce bel outil et les milliers d'emplois qui vont avec.



Bertrand PERICAUD
Responsable aux entreprises PCF 62

Le sens d'une campagne de longue haleine

OU LICENCIEMENTS ET CHÔMAGE PARTIEL SÉCURITÉ D'EMPLOI ET DE FORMATION ?



Frédéric BOCCARA

Membre du Comité exécutif
national

Il faut changer de logique. Au lieu d'appuyer le capital et la finance, il faut appuyer les travailleurs.ses, maintenir et créer des emplois, développer les qualifications, les rémunérer. Car ce sont les travailleurs.ses qui sont décisifs, que ce soit dans la santé, la recherche, la distribution, l'industrie, dans les services publics, les services à la personne. Il faut recruter : à l'hôpital, dans l'éducation, la recherche, le fret ferroviaire, etc. Dans l'industrie et les services, c'est avec les travailleurs.ses que l'on préparera les réorientations productives imposées par la crise sanitaire et la crise climatique.

Les patrons font le contraire ! Et le plan Castex-Macron les conforte : des milliards pour les profits sous prétexte que les entreprises investiraient... ce qui reste à prouver... Et si elles investissent on ne leur demande pas de créer des emplois. Les quelques conditions aux aides sont dérisoires : « Le plan jeunes est conditionné à l'embauche d'un jeune et le volet investissement est conditionné ... à un investissement ! » proteste pourtant le patron du Medef G. Roux de Bézieux (Les Echos, 30 septembre 2020). Et il déplore qu'il y aurait « trop de conditionnalités » et que « le niveau de subvention n'est que de 10% à 40% » !

Préserver et sécuriser les emplois, former, maintenir le revenu, plutôt que de sauvegarder à tout prix les capitaux.

C'est au contraire le coût du capital qu'il faut faire reculer : dividendes, intérêts bancaires, gâchis financiers et matériels. Mais pour le privilégié du Medef « le privilège (!) de la décision doit rester au conseil d'administration ».

Ainsi, alors que pleuvent les suppressions d'emploi (près d'un million d'après les prévisions de l'Insee), le premier ministre Castex n'ose s'engager que sur 160.000 créations... et seulement en 2021 !

Le chômage partiel ? Mais il n'est pas pour tout le monde, et il ne remplace pas l'intégralité du salaire, sans parler des primes. Certes d'un côté on reconnaît le besoin de sécuriser les revenus et de préserver les compétences. Pour combien de temps ? Car de l'autre côté, au lieu de préparer les nouvelles productions, de former, on maintient le principe du chômage... à venir !

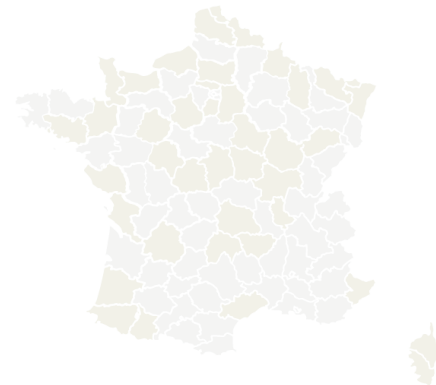
Le plan Castex et le projet Macron, renforce la domination du capital, ses coûts, ses pouvoirs et sa logique. Préserver et sécuriser les emplois, former, maintenir le revenu, plutôt que de sauvegarder à tout prix les capitaux. **Assurer un droit à la mobilité dans la liberté de choix et avec une sécurité de revenu.**

Nous avons un projet pour cela. Nous l'appelons :

→ UNE SÉCURITÉ D'EMPLOI ET DE FORMATION.

Ce nouveau système donnerait sens à tout un ensemble de batailles, de luttes, de revendications. Avec de nouveaux droits d'interventions, des nationalisations nouvelles. Avec une toute autre utilisation des milliards d'euros créés par la BCE...

Commissariat au Plan ? Il faut instituer dès à présent des institutions nouvelles : conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique. Les entreprises et banques y prendraient des engagements (emploi, productions, investissement, crédit) qui seraient suivis démocratiquement, avec incitations ou pénalisations à la clé. Les Régions pourraient le faire, pour résister et contrer la déferlante. Voilà pourquoi les communistes veulent conquérir des pouvoirs dans les Régions avec vous ! C'est aussi **le sens de notre bataille « emploi »** de longue haleine : **résistance et construction.** Avec vous. En débat avec les forces de gauche et écologiques.



LA BATAILLE POUR L'EMPLOI EN HAUTE-GARONNE

La bataille pour l'emploi, la campagne du MJCF "pas un seul jeune au chômage", la sécurité d'emploi et de formation, le plan de sortie de crise "construisons la France en commun, formons une union populaire agissante", le tour de France des entreprises de Fabien Roussel...

Notre parti déborde d'initiatives et de propositions révolutionnaires. Nous ne sommes pas isolés comme en témoignent la proposition de la convention citoyenne pour le climat de réduire le temps de travail à 28h par semaine, le plan de sortie de crise de la CGT et d'une vingtaine d'ONG qui articule exigences sociales et écologiques, ou encore les propositions des fédérations CGT des cheminots des transports et de la métallurgie "stop à la casse des transports et de l'industrie ».

La hausse vertigineuse du chômage alimentée par les plans de licenciements et malgré les centaines de milliards d'euros de Bercy et Bruxelles fait naître l'idée que nous ne pouvons plus laisser les décisions d'emploi et de formation aux seuls patrons et les financements aux banques.

S'adresser aux salariés, renouer le contact avec les syndicalistes est une priorité absolue. L'exécutif et le CD de la fédération de Haute-Garonne en débattent régulièrement, les relances portent leurs fruits : distributions aux portes des entreprises CARSAT, douanes, Sécurité Sociale, Continental, Enedis..., rencontres avec les syndicalistes, notamment ceux de l'aéronautique, soutien aux Derichebourg en lutte.

Nous travaillons à l'amélioration de la diffusion de nos tracts et publications, dont Agir, avec la création d'un fichier d'adresses mail.

C'est un travail long, qu'il faut animer de temps forts comme les 9 et 10 octobre.

À Toulouse nous appelons à un rassemblement devant l'agence Air France,

Luc Ripoll

Responsable entreprises 81



LE PCF13 LANCE SON « TOUR DU DÉPARTEMENT DES ENTREPRISES »

Le monde vit ainsi au rythme d'une pandémie qui a toujours du mal à être endiguée. La crise sanitaire fait courir le risque d'une crise économique mais aussi sociale encore plus grande. Les mois de confinement ont eu un impact réel sur l'économie, il n'en reste pas moins qu'il existe un véritable risque de voir le patronat se saisir de cette crise sanitaire pour revenir sur les droits des salariés, accentuer sa pression sur les salaires, revenir sur le temps de travail, ou, comme c'est déjà le cas dans un certain nombre de secteurs, voir se multiplier les plans sociaux. La situation exige des travailleuses et des travailleurs une réaction sans précédent pour répondre coups pour coups face aux attaques du patronat. Un parti comme le nôtre, dont l'histoire mais aussi la raison d'être est d'accompagner les travailleuses et les travailleurs dans leurs combats émancipateurs, ne peut pas rester spectateur d'un désastre annoncé.

C'est pourquoi, **nous faisons le choix, d'aller à la rencontre des travailleuses et des travailleurs des Bouches-du-Rhône sur leurs lieux de travail** avec l'objectif de rencontrer 40 entreprises d'ici la fin de l'année. Le Vendredi 9 octobre se tient une conférence de presse qui portera nos orientations et nos objectifs en présence de représentants de diverses professions, d'élus et responsables locaux du PCF

Patrice KANTARJIAN

Responsable aux entreprises PCF 13



C'est l'histoire d'une multinationale, 3^e groupe mondial du verre d'emballage qui veut supprimer 196 emplois en France et un four sur trois sur le site de Verallia Cognac !

Verallia, qui était la propriété de Saint-Gobain, a été vendu en 2015 à un fonds de pension nord-américain nommé Apollo puis introduit en bourse en octobre 2019.

Le 12 juin 2020, la direction du groupe annonce un plan de restructuration assorti d'un PSE, deux jours après le versement de 100 millions d'euros de dividendes aux actionnaires (85% du bénéfice net).

Pourtant, les résultats 2019 sont excellents avec 23,8% de marge bénéficiaire.

La destruction des emplois et de l'outil de travail en France a des raisons purement financières.

Verallia, pratiquerait l'évasion fiscale selon les révélations du lanceur d'alerte, Maxime Renahy. 559 millions € ont été transférés dans les îles Caïmans, paradis fiscal sur la liste noire de l'Union Européenne.

Fabien Roussel - Député du Nord et secrétaire national du parti communiste - s'est déplacé à Cognac les 25 août et 9 septembre derniers, pour rencontrer les salariés du site, les maires des deux communes concernées, le syndicat CGT de l'usine qui avait écrit à tous les Députés.

Il a sollicité le ministre de l'économie et des finances sur le dossier Verallia et obtenu une entrevue le 31 août accompagné des dirigeants syndicaux de la filière verre.

Les communistes du Cognaçais se sont investis activement lors de la création d'un comité de défense des emplois et du site. Quatre animateurs sur les sept qui ont été élus au bureau du collectif sont membres du parti communiste.

Composé de quelque 150 personnes d'opinions politiques diverses, le comité de défense compte à son actif de nombreuses actions publiques qui multiplie les actions (distribution, lettre au Président, affichage...)

Les communistes du Cognaçais préparent la journée pour l'emploi du 10 octobre devant la sous-préfecture de Cognac.

Simone Feyraud
Responsable aux entreprises 16

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____